

BAROMÈTRE OBSERVÉ.	757 ^{mm} 81
THERMOMÈTRE centigr. du baromètre.	23 [°] 6
TEMPÉRATURE centigr. de l'air.	22 [°] 9
Id. maximum depuis hier midi.	31 [°] 9
Id. minimum depuis hier midi.	20 [°] 5
EAU tombée.	0 ^{mm} 00
VENT.	est
SOLEIL, lever.	4 h. 18 m.
Id. coucher.	7 h. 38 m.
LUNE, lever.	soir. 40 h. 37 m.
Id. coucher.	matin. 1 h. 41 m.

L'INDÉPENDANCE BELGE.

Belgique : un numéro 20 centimes.

PAIX	BRUXELLES	42 fr. par trimestre, 40 par année
	Province, 43 fr.	44 »
	La France, 21 fr.	»
	Allemagne, 18 fr.	»
	Angleterre, 17 sh.	»
	Autres pays, 18 fr.	par trim., port en sus.

Aux demandes d'abonnement doit être joint un mandat de poste ou autre à vue sur Bruxelles.
Tout changement d'adresse doit être accompagné de la dernière bande.

Edition du matin

CONSERVATION PAR LE PROGRÈS
ANNONCES ordinaires, 30 cent. la petite ligne. payables
à l'avance (avant les annonces) 1 fr. 50 la ligne
Tous divers corps du journal, 3 fr. la ligne.
Pour les annonces de France, s'adresser exclusivement à Paris, à
M. HAVAS, rue J.-J. Rousseau, 54, ou à MM. LAFFITE, BULLIER et C^o, 8,
place de la Bourse.
Pour l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse, à MM. HAASENSTEIN et VOGELER
à Francfort s/M., Hambourg, Cologne, Berlin, Leipzig, Brême, Vienne, Breslau,
Stuttgart, Nuremberg, Prague, Munich, Bâle, St-Gall, Zurich, Genève et Lau-
zanne; à l'Angleterre, à Londres, à M. A. MAURICE, 13, Tavistock Row, M. G.
STREET, 20, Cornhill, S. G. M. FR. ALGAR, Clements Lane, 8, Lombard st.

BRUXELLES, rue Fossé-aux-Loups, 62;
PROVINCES, dans tous les bureaux de poste;
PARIS, Havas, rue J.-J. Rousseau, 54;
ALLEMAGNE, AUTRICHE, SUISSE (principales villes),
Hausenstein et Vogler;
LONDRES, Cornhill and son, 2, St-Anne's lane; Delizy,
Davies et C^o, n° 1, Finch lane, Cornhill; 4, Cecil st.,
Strand; Smith and son, 186, Strand; A. Maurice, 13,
Tavistock Row; Aug. Siedel, 110, Leadenhall street.
AMSTERDAM, B. Essendracht, libraire;
LA HAYE, Belinfante frères, libraires;
ROTTERDAM, MM. Nijth et Van Dijk, libraires;
LUXEMBOURG, au bureau de poste;
ROME, Morle, libraire, place Colonna;
FLORENCE, Crilomovich, place de la Poste, 21;
GENÈVE, Vissieux, cabinet littéraire;
NAPLES, Delken et Rocholl;
MADRID, Alfonso Duran, Billa Billaire;
CONSTANTINOPLE, Christian Roth, libraire;
SINGAPORE, Decipris et C^o, libraires.

BRUXELLES, 26 juillet.

REVUE POLITIQUE.

La troisième lecture de la loi sur le recensement, à l'Assemblée de Versailles, n'a pas obtenu un bien grand intérêt.

Une tentative a été faite, mais en vain par un orateur de l'extrême gauche pour rendre aux soldats sous les armes le droit de vote.

Vers la fin de la séance, l'Assemblée est revenue aux matières premières. Cette discussion touche à sa fin et permet d'espérer que la session pourra être prorogée sans difficultés à la date proposée par M. Marié.

Nous avons dit hier que les chefs de la manifestation du 21 juin, qui ont réussi à se faire nommer dans la commission chargée d'examiner la proposition de prorogation de M. Marié, ne sont rien moins que favorables aux interpellations de M. Belcastel et à son projet d'obtenir de M. Thiers des explications publiques sur sa politique intérieure. Ils voudraient que ces explications leur fussent données en petit comité, comme si déjà celles qu'ils ont reçues à l'hôtel de la présidence n'avaient pas été complètement satisfaisantes.

Les explications lui seront probablement données lundi prochain.

L'Assemblée nationale a repris la troisième délibération de la loi militaire, et adopté les articles jusqu'à l'article 45.

La mort du duc de Guise, dernier fils survivant du duc d'Anjou, est pour ce prince une cruelle épreuve. Le bruit courait hier à Versailles qu'elle pourrait entraîner sa retraite de la vie publique.

Nous avons sous les yeux le texte de l'arrêté par lequel la députation permanente du conseil provincial de Namur, statuant sur des réclamations relatives à l'élection communale, a proclamé M. Del Marmol élu au premier tour de scrutin, et ordonné un nouveau ballottage entre MM. Melot, De Gaffier, Ronvaux, Masset, Prangey et Dupireux.

Le greffier provincial nous en demande l'insertion. La pièce est un peu longue pour que nous fassions droit à cette requête; mais nous pouvons rendre à la députation le service de lui démontrer que sa décision n'est pas fondée.

Le nombre des bulletins reconnus valides par les bureaux électoraux de Namur s'élève à 1,397.

La majorité absolue était donc de 699.

M. Del Marmol n'a obtenu que 697 suffrages au premier scrutin. De là le ballottage auquel il a été soumis avec MM. De Gaffier, Melot et Dupireux, cléricaux comme lui, et MM. Ronvaux, Masset, Grangey et Thémond, candidats libéraux, auxquels le second scrutin a été favorable.

Que fait la députation permanente? Elle commence par annuler deux bulletins libéraux admis par les bureaux; ce qui réduit le nombre des suffrages valables à 1,295. Mais elle y ajoute quatre bulletins annulés qu'elle valide : un bulletin libéral et trois cléricaux; elle se refuse à certaines annulations qui lui sont demandées, les unes par M. Del Marmol, les autres par les élus du ballottage. Elle porte ainsi le nombre des bulletins valables à 1,399, et elle attribue à M. Del Marmol 700 voix, juste le chiffre de la nouvelle majorité absolue.

Tout cela on a certain air d'impartialité; mais quand on y regarde de près, cela ne tient pas.

Soyons larges, cependant; et sans entrer dans l'examen de tous les détails, admettons que les quatre bulletins validés par la députation soient réellement valables; admettons aussi que les annulations auxquelles elle n'a pas consenti ne fussent pas prononcées. On ne nous reprochera pas de parti pris, mais lui nous est absolument impossible d'admettre les deux cas d'annulation visés dans l'arrêté de la députation; et cela suffit pour renverser de fond en comble ses calculs.

Voici ces deux cas :

La députation annule un bulletin libéral « sur lequel les noms sont écrits en ronde » très-garde, entre les prénoms et la profession, écrits en anglaise ordinaire. Elle prétend que « par l'emploi de deux » espèces de caractères et la combinaison » son de deux écritures, ce bulletin rend » forme des signes reconnaissables. » Et elle invoque l'opinion de MM. Tesch et Pirmez qui, dans la discussion de la loi sur les fraudes électorales, ont déclaré à la Chambre, le 2 août 1863, que « si un » bulletin présentait des écritures dissimulées, on aurait le droit de le considérer » comme marqué » et qu'il en serait ainsi » pour des billets écrits à la main, dans les » quels on aurait employé des combinaisons » de lettres et de chiffres. »

Il faut avouer qu'il n'y a rien d'extraordinaire dans la combinaison de la ronde et de l'écriture anglaise; il est assez naturel et nullement extraordinaire que l'électeur fasse ressortir sur son bulletin le nom patronymique du candidat pour lequel il vote. Si le système de la députation était conforme aux intentions du législateur, un grand nombre de bulletins, tant cléricaux que libéraux, admis par les bureaux de Bruxelles auraient dû être annulés.

Voilà donc une annulation que nous ne comprenons pas. La seconde est moins admissible encore; elle frappe un bulletin libéral sur lequel « quelques-uns des » noms sont précédés d'initiales en lettres » majuscules placées à une distance tout » à fait insusite. » Cette distance insusite fait de ce bulletin un bulletin marqué! Pour la députation permanente, cela est évident. Pour nous, cela est purement arbitraire. Quelle est la distance usitée? La députation serait fort embarrassée de la déterminer. La loi, et pour cause, n'a eu garde d'essayer. Or la loi sur les fraudes électorales est déjà bien assez minutieuse et puerile pour qu'on n'en exagère pas la puérilité.

Nous estimons que les deux bulletins annulés par la députation permanente avaient été légitimement validés par les bureaux électoraux. Par conséquent, même en nous ralliant à toutes les autres décisions de la députation, nous arrivons au résultat suivant :

Bulletins validés par les bureaux. 1,397
validés par la députation. 4
Total. 1,401

Majorité absolue. 701

C'est-à-dire une voix de plus que n'en a obtenu M. Del Marmol, d'après la députation permanente. Donc M. Del Marmol n'a pas obtenu la majorité absolue au premier tour. Donc il n'y a pas lieu de procéder à un nouveau ballottage.

Cela nous paraît clair. Mais nous voulons nous montrer encore plus coulants. Nous passons condamnation sur le bulletin aux écritures dissimulées. Nous ne protestons que contre l'annulation du bulletin aux initiales, dont la validité ne saurait être sérieusement mise en question. Les calculs de la députation n'en sont pas moins anéantis :

Bulletins validés par les bureaux. 1,397
A annuler. 4

Reste. 1,393

Bulletins validés par la députation. 4
Total. 1,400

Majorité absolue. 701

M. Del Marmol est et demeure éliminé. Le travail auquel s'est livrée la députation permanente traitait manifestement l'intention de faire passer M. Del Marmol par le trou d'une aiguille, afin de pouvoir fournir ensuite au parti cléricale les chances d'un nouveau ballottage.

On assure que ses décisions ont été prises contre le gré du gouverneur. Nous ne sommes pas surpris, quoique ce fonctionnaire appartienne au cléricisme. Mais la chose était par trop évidente. D'ailleurs, comme le fait remarquer l'Echo du Parlement, M. Anciaux, membre de la députation, était le beau-frère de M. Dohet, et le neveu de M. Lelièvre, qui a perdu le 1^{er} juillet sa majorité et son écharpe, l'arrêté de la députation est radicalement nul; il viole les articles 64 et 116 de la loi provinciale qui interdisent à un membre de la députation de prendre part à une délibération intéressant un de ses parents ou alliés, jusqu'à quatrième degré inclusivement.

En voilà plus qu'il n'en faut pour que M. le gouverneur de Namur en appelle au Roi, et pour que le gouvernement annule l'ordonnance de la députation. Jusqu'ici pourtant on n'entend pas parler de recours au Roi. On nous dit que, d'après certaines « circulaires ministérielles », le recours au Roi n'est exercé par le gouverneur que sur l'ordre du ministre de l'intérieur.

Ces circulaires, si elles existent, nous semblent passablement impertinentes. L'article 125 de la loi provinciale est-il donc une lettre-morte? Voici ce que dit cet article :

« Lorsque le conseil ou la députation a pris une résolution qui sort de ses attributions ou blesse l'intérêt général, le gouverneur est tenu de prendre son recours auprès du gouvernement dans les dix jours. »

Est-il permis à un ministre d'abroger par voie de circulaire une disposition législative aussi formelle?

L'article 46 de la loi communale, reproduit à l'article 189 du code électoral, est moins impératif. Il porte que « le gouverneur peut, dans les huit jours qui suivent celui de la décision, prendre son recours au Roi. » Mais cet article, pas plus que l'autre, ne subordonne le recours du gouverneur à l'autorisation du ministre de l'intérieur.

Quoi qu'il en soit, si la circulaire n'existe pas, nous engageons le ministre de l'intérieur à rappeler au gouverneur de Namur l'article 125 de la loi provinciale; si elle existe, nous l'engageons à donner à ce fonctionnaire l'ordre d'exercer son recours contre une décision que rien ne justifie et qui blesse évidemment l'intérêt général en allant à l'encontre de la volonté légalement exprimée du corps électoral.

Nous avertissons en outre le gouvernement que s'il a l'intention de laisser ses amis des provinces brasser en paix leurs petits brigitages électoraux, il joue un jeu dangereux; et que, s'il espère s'en laver les mains, il se trompe. Ceci soit dit tant à propos de l'arrêté de la députation permanente de Namur qu'à sujet des enquêtes ordonnées par la députation permanente d'Anvers, dont nous nous occuperons prochainement.

Plus que tout autre, M. le ministre de l'intérieur a le devoir de mettre un terme aux abus que se permettent ses amis politiques, égarés par l'esprit de parti. Dans un traité théorique et pratique du droit électoral qu'il a publié lorsqu'il professait à l'Université de Louvain, — heureux temps — M. Delcour, aujourd'hui ministre de l'intérieur, s'exprimait ainsi :

« Une circonstance importante auprès du juge d'élection, c'est le silence que les électeurs gardent sur l'observation des règles électorales pendant l'opération. Lorsque des irrégularités sont commises dans une assemblée électorale, il faut se hâter de les signaler et de réclamer une décision du bureau. Si on se tait, on doit convenir que des irrégularités n'ont pas été commises. Lorsque les irrégularités sont plus ou moins intéressées, ne méritent-elles pas la confiance des juges. En général, le juge doit faire peu de cas des allégations, qui ne reposent sur aucune preuve légale, et il doit repousser celles qui sont démenties par le procès-verbal, si on ne s'est pas inscrit en faux. »

Cette citation que nous fournis le Précurseur est caractéristique. Le conseil est bon. Les députations permanentes de Namur et d'Anvers auraient bien fait de le suivre. Espérons encore que M. Delcour ne l'a pas oublié.

L'arrêté de la députation permanente de Namur est du 19 juillet.

Le délai pour le recours au Roi, étant de huit jours, expire le 27, c'est-à-dire demain samedi.

A l'ouverture de la séance d'hier du conseil provincial du Brabant, M. Fontaine

has a déclaré retirer provisoirement la proposition qu'il avait déposée dans la session de 1869 et qui avait pour but l'émulsion d'un lieu en faveur d'une réforme électorale.

Le conseil a repris ensuite la discussion des articles du budget.

À l'article 55, qui alloue un subside de 2,020 fr., à l'institut des sourds-muets établi à Schaerbeek, M. Vanderkindere a reproché à M. le gouverneur de n'avoir donné aucun renseignement au conseil au sujet des crimes révélés à charge des frères Geudon et Grégoire, et qui ont fait l'objet de l'interpellation de M. Jones.

L'orateur, après avoir flétri les turpitudes de ces religieux qui, se cachant sous des noms d'emprunt, échappaient tout souvent à une juste répression, a réclamé énergiquement la suppression du subside porté au budget.

M. le gouverneur a répondu avec beaucoup de vivacité à ce qu'il a appelé la philippique dirigée contre lui par M. Vanderkindere. Ne sachant rien des faits dont il s'agit, aucun renseignement ne lui étant parvenu, il lui était impossible de répondre autrement qu'il l'a fait à l'honorable M. Jones. Quant à l'autorité judiciaire, M. le gouverneur a été qu'il n'y avait rien de tel à dire.

A. M. Dubois-Thorn a succédé à M. Pavis de Tenbosch qui s'est livré à un pompeux éloge de l'institut de Schaerbeek et a essayé d'opposer aux faits mis à charge des frères Geudon et Grégoire, d'autres faits dont se seraient rendus coupables certains instituteurs laïques. Qui veut trop prouver ne prouve rien!

Déférant cependant à la prière de M. le président et au vœu manifesté par la grande majorité du conseil, l'honorable M. Pavis de Tenbosch a consenti à ne pas s'engager plus avant dans sa petite digression.

Après avoir entendu encore MM. Jones, Dailly et De l'Eau, le conseil a maintenu par 38 voix contre 14 et 2 abstentions, l'allocation destinée à l'institut des sourds-muets.

L'Assemblée a terminé la discussion du budget. Elle procédera aujourd'hui au vote sur l'ensemble et se séparera à l'issue de la séance.

Le conseil provincial du Brabant a clos aujourd'hui sa session ordinaire, après avoir voté à l'unanimité des 45 membres présents le projet de budget pour 1873, et avoir ajourné à l'année prochaine la proposition de M. De l'Eau relative à la création d'un institut de sourds-muets.

On lit dans le Précurseur, d'Anvers :

« C'est hier qu'a eu lieu à Malines l'enquête illégale ordonnée par la députation permanente du conseil provincial de Namur, en vertu de l'arrêté du 19 juillet. Les commissaires chargés de l'enquête, MM. Van Berchem et Della Faille (M. Geelhand était indisposé), ont choisi pour l'audition des témoins le cabinet de M. le juge de paix. Ils ont été reçus par les conseillers du juge de paix, qui ont été introduits dans la salle de l'audition par un domestique. M. Van Berchem a invité les personnes qui n'avaient pas été appelées à se retirer. Les conseillers ont déclaré qu'ils ne se retireraient qu'après que les membres de la députation auraient visé une protestation contre l'enquête, protestation dont un huissier était prêt à donner lecture. »

M. Van Berchem déclara qu'il ne s'agissait pas d'une enquête, mais d'une information confidentielle. Une information confidentielle est une enquête secrète, non contradictoire, illégale et, par conséquent, attentatoire aux droits des citoyens. C'est l'enquête telle que l'entendait le tribunal de l'Inquisition.

Les conseillers maintinrent leur résolution de ne pas quitter la salle avant que leur protestation eût été reçue.

Les députés provinciaux, en proie à une vive irritation, se consultèrent pendant quelques instants, et finalement se déclarèrent disposés à signer le réquisitoire.

Lecture fut faite de la protestation, et MM. Van Berchem et Della Faille donnèrent décharge à l'huissier en visant l'original de l'exploit.

Les conseillers du public se retirèrent aussitôt et l'enquête commença.

Environ une trentaine de témoins, prêtres, cabaretiers et ouvriers furent entendus. Un témoin après un moment d'attente, avait reçu cinquante francs pour aller voter, répondit qu'il avait absolument rien reçu. Un autre, un ouvrier, disait qu'il avait été battu, parce qu'il avait dans un groupe de cléricaux refusé de déposer de sa foi de corruption purement religieux.

« Vers 5 heures du soir l'enquête était terminée. »

Le ministre des finances vient d'adresser au Roi le rapport que voici :

« Sire, « La douane des alcools sur notre frontière méridionale a été soumise, depuis plusieurs années, à de justes plaintes de la part de nos distillateurs. Cette fraude peut se pratiquer surtout au moyen d'eaux-de-vie françaises ou belges que les exportateurs légitimes de sucre exportent et dont les fraudeurs se débarrassent en les faisant passer par la douane de la frontière belge. Les fraudeurs, qui sont devenus de plus en plus nombreux, sont devenus de plus en plus audacieux. Ils ont introduit clandestinement dans l'un ou l'autre des deux pays limitrophes des quantités de plus en plus considérables de sucre, qui, dans les deux États, ne sont pas seulement un objet de fraude, mais encore un objet de fraude, car ils sont destinés à la consommation, soit pour le transit, soit en destination d'un entrepôt. »

« Bruxelles, le 24 juillet 1872. »

Cet arrêté, signé, le lendemain, par le Roi, porte en sa teneur :

Nous avons arrêté et arrêtons : « Article 1^{er}. À l'avenir, la décharge des droits sur les eaux-de-vie indigènes exportées par les bureaux qui sont ou qui seront ouverts à cet effet sur la frontière belge limitrophe de la France, sera subordonnée à la condition que l'exportateur produise au bureau de sortie, dans les quinze jours, une attestation constatant que les marchandises ont été régulièrement déclarées à la douane française, soit pour la consommation, soit pour le transit, soit en destination d'un entrepôt. »

« Actes officiels. (Extraits du Moniteur.) »

— CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE. — Par arrêté royal du 22 juillet, la caisse générale d'épargne et de retraite est autorisée à ac-

quérir une parcelle de terrain d'une contenance de 8 ares 58 a, située au nouveau boulevard de la Senne, à Bruxelles, destinée à la construction de ses bureaux.

M. Allmeijer, professeur à l'Université libre de Bruxelles et conseiller provincial, a été frappé lundi d'une congestion cérébrale, pendant la session du jury d'examen. On disait hier que son état laissait peu d'espoir; mais une amélioration s'est produite; et nous sommes heureux d'apprendre que l'état du malade est maintenant satisfaisant.

Le ministre plénipotentiaire d'Allemagne près la cour de Bruxelles, M. de Balan, qui était parti en congé, il y a quelques semaines, est arrivé à Berlin pour prendre la direction des affaires étrangères pendant le congé que prend, à son tour, M. de Thile, secrétaire d'Etat.

La musique du 11^e régiment d'infanterie autrichien et en uniforme, composée d'artistes d'élite, sous la direction de M. A. Matoušek, venant d'Allemagne et se rendant à Londres, donnera un concert extraordinaire au Jardin zoologique, samedi, 27 courant, à huit heures du soir.

Le troisième train de plaisir de la saison est organisé pour dimanche prochain de Bruxelles à Ostende.

Dimanche prochain, il y aura encore, à l'occasion des fêtes de la grande kermesse de Bruxelles, grand festival international d'harmonies et de fanfares.

Le nombre de kiosques sera en rapport avec le nombre des sociétés inscrites, pour que le festival puisse être tenu à 7 heures et demi du soir. — La réunion des sociétés aura lieu à 11 heures du matin, place De Brouckere (temple des Augustins). Le festival commencera à deux heures.

Le dernier relevé hebdomadaire des prix moyens des denrées agricoles vendues sur les marchés réguliers du Brabant donne les résultats comparatifs ci-après, par quantité de 100 kilos :

Froment n° 1, 31-00, baisse 1-15; seigle, 21-04, hausse 0-56; sarrasin, 18-40, sans variation; avoine, 15-33, hausse 0-07; orge, 16-37, hausse 0-22; grain de colza, 38-00, sans variation; pommes de terre, 6-95, baisse 0-22; fourrages : paille, 7-56, baisse 0-60; foin, 9-33, baisse 0-72.

Le froment de la nouvelle récolte, dont des échantillons viennent de faire leur apparition à Bruxelles, ne le cède en rien au seigle et à l'orge, tant en qualité qu'en rendement.

On a lieu de croire que l'ouverture de la chasse, cette année, pourra se prescrire beaucoup plus tôt que d'habitude, en regard de l'état d'avancement des travaux de la moisson. Elle pourrait avoir lieu avant un mois d'ici.

Le thermomètre centigrade a marqué aujourd'hui à Bruxelles 35 degrés. C'est la plus haute température que nous ayons eue en cette ville depuis le commencement du siècle.

Festival international d'harmonies et de fanfares, à Bruxelles. — Les nombreux corps de musique qui doivent participer, dimanche 28 courant, au grand festival international, organisé par la commission directrice des fêtes de la kermesse de Bruxelles, en 1872, sont divisés en deux catégories. La première comprend les sociétés des villes étrangères et celles du pays; la seconde, les sociétés des communes étrangères et les sociétés des communes belges.

Médailles et primes. — Chaque société reçoit une médaille commémorative en vermeil, destinée à perpétuer le souvenir du festival. Il est, en outre, accordé par le comité des fêtes quatre primes, à tirer au sort, savoir : pour la 1^{re} catégorie, une prime de 300 fr. et une id. de 200 fr.; pour la seconde catégorie, une prime de 150 fr. et une id. de 100 fr. (La commission organisatrice se réserve la faculté de modifier les catégories.)

Prix d'éloignement et du plus grand nombre. — Quatre médailles en vermeil sont décernées : une médaille à la société des villes arrivant du point le plus éloigné de Bruxelles, et une à la société des communes; une médaille à la société des villes réunissant le plus grand nombre d'exécutants, et une à la société des communes idem.

Concours pour la meilleure tenue. — Quatre médailles sont encore décernées pour ce concours : deux en vermeil aux sociétés des communes et deux en argent aux sociétés des communes ayant les meilleures tenues, 1^{re} civile, 2^e militaire.

Réunion et réception des sociétés. — Cortège. — Les sociétés s'étant réunies dimanche à 11 heures, place De Brouckere (temple des Augustins), toutes munies de leurs bannières et insignes, se formeront en cortège pour se mettre en marche vers midi, le comité directeur en tête, suivi des sociétés des villes étrangères, puis viendront celles des villes du pays, des communes étrangères et des communes belges.

Le cortège suivra le nouveau boulevard jusqu'à la hauteur de la rue du Marché-aux-Beurre et du Midi, la place Rouppe, pour arriver au siège du comité, où il sera reçu par la commission des fêtes qui offrira le vin d'honneur. La réception terminée, les sociétés défilent et se rendront se ranger en ligne sur le boulevard du Hainaut, où elles recevront avis de l'emplacement où elles devront se faire entendre. Pendant la marche, les corps de musique exécuteront alternativement des pas redoublés.

Ouverture du festival. — L'ouverture du festival international sera annoncée, à deux heures, par une salve d'artillerie, et sera faite par le corps de musique de Bruxelles. Chaque société exécutera deux morceaux à son choix et dans l'ordre indiqué par le sort.

Remise des médailles et tirage au sort des primes. — Les sociétés ou députations de chaque société se réuniront à 7 1/2 heures du soir, place Fontaines (nouveau boulevard) pour se rendre en cortège au kiosque élevé Grand-Place, dans le même ordre que ci-dessus, et suivront l'itinéraire que voici : place Fontaines, boulevard Central, rues du Marché-aux-Herbes et du Marché-aux-Pois, de la Colline et place de l'Hôtel-de-Ville, pour arriver au kiosque, où se fera la remise des médailles et le tirage au sort des primes.

Dispositions générales. — Conformément à l'arrêté ministériel du 18 septembre 1871, une réduction de 50 p. c. est accordée à toutes les sociétés voyageant en corps sur le chemin de fer de l'Etat belge et suivant les dispositions prescrites. Les habitants de la capitale, et particulièrement ceux avoisinant le champ de foire, sont invités par le Comité des fêtes à bien vouloir pavoiser et illuminer leurs maisons le jour du festival et sur le parcours du cortège des sociétés de musique.

Sous l'influence de la température torride du mois de juillet nous gratifie cette année, la mortalité s'est un peu accrue depuis quelques jours dans l'arrondissement de Bruxelles. Des congestions cérébrales, des cas d'insolation plus ou moins graves ont été signalés.

Le Cercle des Philanthropes de Laken, encouragé par l'immense succès de ses fêtes antérieures, vient de décider une grande fête de charité qui surpassera en étendue toutes celles qu'il a données jusqu'à ce jour. Cette fête pour

laquelle il s'est assuré le concours de l'excellent musicien du théâtre de la Cour, et de la Société royale l'Orphéon de Bruxelles, aura lieu, au bénéfice de l'hôpital Sainte-Marie de Laken, dimanche 4 août, à 5 heures de l'après-midi, dans l'établissement le Tivoli, mis entièrement pour ce jour à la disposition du Cercle. Une invitation a été adressée au Roi.

On nous écrit d'Ostende, le 25 : « Nous sommes en pleine saison. La température est excellente, le monde arrive en foule et beaucoup d'appartements sont retenus pour le 1^{er} août. »

Le Kursaal continue ses concerts, le Cercle des Bains ses soirées dansantes, le Casino ses beaux bals, le parc Lépold ses concerts, le théâtre ses représentations. Ajoutez à cela, le bain, la toilette, la promenade, et croyez qu'à Ostende on ne connaît pas l'ennui.

La liste des étrangers vient de paraître avec un total de 4,314 noms.

S. A. R. le prince Frédéric-Charles de Prusse est arrivé avec une suite de quinze personnes et est descendu à l'hôtel de France.

La princesse nous restera quelques jours et se rendra ensuite en Angleterre auprès de la reine Victoria.

S. A. le prince régnant de Schwarzbourg est ici également et est descendu à l'hôtel de l'Océan.

Nous avons encore S. A. le grand-duc de Saxe-Weimar, le prince Galitzine, le duc Elmar d'Oldenbourg, le prince et la princesse d'Arenberg, la princesse de Metelschsky et d'autres grands personnages.

MM. Viereux, Servais et Brassin viendront donner un concert ici dans le courant du mois d'août, et nous aurons, le 4 août, la Société royale des chœurs de Gand qui se fera entendre au Kursaal.

On nous écrit de Liège, 25 juillet : « Un incendie a éclaté aujourd'hui, vers 40 heures du matin, dans une maison de la rue de l'Hôtel-de-Ville, occupée par un aubergiste, le sieur C... »

Le feu, dont on ignore jusqu'ici la cause, avait pris dans le grenier où se trouvaient une assez grande quantité de matières combustibles qui s'enflammèrent et ce ne fut bientôt qu'un vaste brasier menaçant de détruire tout le voisinage formé d'une agglomération d'habitations bordant des rues étroites.

Cependant les pompiers accoururent de toute part, avec leur promptitude habituelle, ils adaptèrent leurs tuyaux sur les bouches de la distribution des eaux alimentaires. L'eau tomba bientôt en abondance sur l'incendie et ce fut pendant un quart d'heure un duel entre les deux éléments. Comme d'habitude, l'élément liquide vainquit l'élément destructeur, l'incendie fut concentré dans son foyer avant que les propriétés voisines eussent été atteintes.

273, les Luxembourgs font 480, soit 7 fr. de hausse en deux jours.
Les Bourses nationales sont également très-fortes de 3 2/5 à 3 2/10.
Nos rentes nationales sont en réaction le 4 1/2 p. c. à 101-80 le 4 p. c. à 100-75.
Signations encore la hausse notable des actions Anvers-Rotterdam qui se cotent 322-50 pour les non-bâties et 310 pour les bâties.

Communications et avis divers.

EMPRUNT FRANÇAIS

DE

TROIS MILLIARDS.

M. S. Lambert, à Bruxelles et à Anvers, est officiellement chargé de recevoir les souscriptions au nouvel emprunt français. La souscription sera ouverte dans ses bureaux le dimanche 28 et le lundi 29 courant, de 10 heures du matin à 4 heures de l'après-midi.

A Bruxelles, — Rue Neuve, n° 18.
A Anvers, — Rue Gérard, n° 16.

EMPRUNT FRANÇAIS

DE

TROIS MILLIARDS.

La Banque belge du Commerce et de l'Industrie est officiellement chargée par le gouvernement français de recevoir les souscriptions à l'emprunt. La souscription sera ouverte dans ses bureaux, le 28 et le 29 juillet courant, de dix heures du matin à quatre heures du soir.

RUE DU MARAIS, 58, à Bruxelles.

EMPRUNT FRANÇAIS.

La maison J. ALLARD, 2, PLACE DE LA MONNAIE, A BRUXELLES, est officiellement chargée par le gouvernement français de recevoir les souscriptions à l'emprunt. Les bureaux seront ouverts le dimanche 28 et lundi 29 courant, de 9 à 4 heures.

EMPRUNT FRANÇAIS

DE

TROIS MILLIARDS.

M. Jacques Errera-Oppenheim est officiellement chargé par le gouvernement français de recueillir les souscriptions au nouvel emprunt de TROIS MILLIARDS.

La souscription sera ouverte dans les bureaux de M. Jacques Errera-Oppenheim, 6, rue Royale, à Bruxelles, le dimanche 28 et lundi 29 courant.

Hôtel de l'Europe, Place Royale, Bruxelles
Réputation établie. Table d'hôte. Prix modérés
Assortiment complet de soies n°s. Marché au-Bois.

NOUVELLES DE FRANCE.

(Correspond. particulière de l'INDÉPENDANCE.)

Paris, 23 juillet.

Grande note du Journal des Débats, ce matin, sur une tentative de rapprochement entre le centre droit et le centre gauche. Elle confirme les préoccupations dont je vous parlais hier. On n'a même donné quelques nouvelles détails sur les conditions auxquelles le centre droit ferait la concession de reconnaître une république qu'il ne peut plus empêcher. On demandait une seconde Chambre et un ministère parlementaire, — c'est toujours, comme on sait, le cœur du centre droit, — et une troisième condition à laquelle on ne tiendrait pas beaucoup, mais qu'on poserait pour tâcher de rallier la droite; cette condition serait la révision, au bout de cinq ans, de la nouvelle Constitution républicaine, mais passé ce délai, si elle réussissait à l'épreuve, elle devrait être considérée comme définitive.

Cet homologue rendu à la puissance de l'idée républicaine ne peut que faire grand plaisir à ceux qui, depuis longtemps déjà, et quand la situation était loin d'être aussi éclaircie, n'ont pas hésité à considérer comme devant infailliblement surgir cette république qu'on voulait rejeter au fond de la mer et qui n'ont pas proclamé moins haut le néant de toutes les tentatives monarchiques dont quelques-unes ont paru à la masse des naïfs si près du succès. Il est vraiment flatteur de voir proclamer la nécessité, la nécessité, si on veut, de la république, par ceux-là mêmes qui n'ont pas cessé de l'attaquer; car, il y a moins de quinze jours encore, déclaraient qu'elle n'existait pas même de nom, et qui criblaient d'attaques dans l'Assemblée, et faisaient accabler d'injures par leurs journaux l'homme illustre qui représente la république.

Mais il faut faire observer que cette grande conspiration républicaine du parti monarchique ne doit éclipser qu'au retour de l'Assemblée; que d'ici là les députés, sur ce nouveau chemin de Damas où ils viennent si subitement d'être éclairés, vont rencontrer leurs commettants qui, très-vraisemblablement, accueilleront avec une certaine froideur ce beau zèle à l'adresse du prochain scrutin. En admettant que cette ardeur nouvelle survive à cette atmosphère réfrigérante de la prorogation; en admettant même, ce qui me paraît plus que douteux, que les négociations engagées pour fonder ensemble le centre droit et le centre gauche aient quelque succès, je doute fort qu'on parvienne à composer une république quelconque pour viable par des mains qui n'ont jamais manipulé que la monarchie. La gauche n'acceptera cette république bâtarde qu'avec défiance, la droite qu'avec répugnance et les nouveaux entrepreneurs en démocratie sentent eux-mêmes qu'ils n'ont aucune autorité morale pour exécuter la tâche qu'ils avaient voulu empêcher d'autres de remplir, et dont le pays réclame l'accomplissement par des mains qui ont la confiance. Il s'agit à la fois de la plus délicate et la plus délicate des affaires, de procéder avec la plus grande discrétion, de ne pas se précipiter, de ne pas se précipiter, de ne pas se précipiter.

Bien que l'on annonce que l'élection pour le remplacement de quatre députés morts ou démissionnaires est rejetée au mois d'octobre, on donnait au journal qui donne cette précision de la convocation des électeurs le 18 août. Les circonscriptions vacantes sont dans l'Indre-et-Loire, les Vosges, le Morbihan et la Gironde; il y aura là une quadruple manifestation républicaine, dont l'influence morale aura bien plus de signification que l'adjonction de quatre députés à la gauche de l'Assemblée n'aura d'effet matériel efficace.

On connaît aujourd'hui le rapport de M. Riant sur les irrégularités des marchés passés pendant la guerre par la délégation de la défense nationale. On ne peut nier qu'il y ait eu des fautes commises; mais quand on pense que c'est là tout ce qu'on découvre une commission ad hoc des sentiments les plus hostiles contre les hommes mis en cause et enflammée d'une républicanophilie (qui tourse, parait-il, aujourd'hui à l'amour de la république), on ne peut s'émouvoir assez du cynisme du mauvais foi, si on le préfère, de l'insanité sans précédent de ceux qui ont osé et osent encore prétendre que la république a une part plus grave dans nos désastres et dans les dilapidations qu'entraînent les guerres, que l'empire, dont on a pu apprécier le régime, et dont nous payons encore aujourd'hui les crimes à grands renforts de milliards. Il faut noter qu'on n'a pas jusqu'ici répondu à ces messieurs de la commission du 4 septembre. On verra alors ce qu'il restera de leurs accusations.

Un soldat allemand vient d'être condamné à six mois de prison pour avoir frappé sans motif justifié le maire de Bar-le-Duc. A Lunéville, les Allemands ont refusé de quitter les logements pour lesquels on leur avait donné des billets au terme que ces billets assignaient. Lefait a été signalé à l'autorité allemande. Vingt-six officiers et soldats de l'armée de Garibaldi viennent de publier une protestation contre les atrocités commises contre Garibaldi et son armée ont été l'objet de la part de l'abbé Besson, dans son discours prononcé à la cérémonie funéraire d'Héracourt.

Le conseil municipal de Clermont (Puy-de-Dôme) vient de voter des fonds pour une école d'artillerie. On annonce à Nantes une représentation ou plus probablement une demi-représentation de *Rabagas*. A la révolution du 4 septembre, on avait remplacé M. Loeveyer à l'Observatoire par M. Bertrand; ce dernier ne paraît pas être en meilleure intelligence que son prédécesseur avec ses employés; ceux-ci viennent de rédiger un mémoire contre lui.

(Correspond. particulière de l'INDÉPENDANCE.)

Versailles, 23 juillet.

Aujourd'hui à lieu le troisième tour de scrutin pour compléter le conseil d'Etat. Sera-ce le dernier? C'est fort douteux, car il n'y a pas plus d'entente entre les candidats que les premiers tours. Sur six candidats restant à nommer, un seul est commun aux deux listes, c'est M. Silvy, directeur au ministère de l'Instruction publique.

La droite porte MM. de Bellomayre, de Circourt, de Gaillard, Hervé et Pascal. La gauche, de son côté, maintient sur sa liste MM. Bourgeois, Hérol, Labiche et Ferdinand de Lasteyrie.

L'élection de M. Silvy paraît probable. Y en aura-t-il d'autres? C'est ce que nous saurons tout à l'heure. En attendant, voici la discussion qui reprend. Seulement il ne s'agit plus des tarifs — la commission n'est pas prête — c'est la troisième délibération de la loi militaire qui vient inopinément en délibération.

Aucune observation sur les quatre premiers articles.

L'art. 5 amène à la tribune M. le baron de Chaurand. D'après l'orateur, le texte de l'article qui dispose que « les militaires sous les drapeaux ne prennent part à aucun vote » n'est pas suffisamment clair. M. Chaurand voudrait que les soldats ne pussent voter que dans la commune dont ils sont originaires.

On passe au vote. Je compte jusqu'à trois moins qui se lèvent en faveur de l'amendement de M. Chaurand.

Voici maintenant M. Join à la tribune. M. Join a signé avec MM. Millhaud, Rouvier, Laurent Pichat, Naudin, etc., un amendement demandant la suppression de l'art. 5. Déjà, lors de la seconde lecture, la question du vote des hommes sous les drapeaux a été vivement discutée. Une partie de l'extrême gauche, 33 voix seulement, s'il m'en souvient bien, votèrent contre l'art. 5.

Malgré les efforts de M. Join, il n'y a aucun doute que l'Assemblée tranchera encore une fois la question dans le même sens.

« Je me demande », s'écrie l'orateur, « s'il m'est permis, à moi, simple mandataire, de supprimer le droit d'un seul de mes électeurs! »

M. Join rappelle que l'Assemblée de 1848 répondit par le vote de la question préalable à une proposition tendant à priver l'armée du droit de vote.

« La loi du 31 mai 1850 avait des dispositions plus libérales que celles qu'on veut introduire dans la loi nouvelle! »

L'orateur continue ses développements, mais bien qu'il parle avec une remarquable modération, il y a dans la droite un évident parti pris de ne pas l'entendre. Tantôt le bruit des conversations couvre sa voix, tantôt les cris de : « Aux voix! assez! la clôture! » éclatent avec une telle force qu'il devient impossible d'entendre un seul mot.

M. Antonin Lefèvre-Pontalis réplique quelques mots qui se perdent au milieu du bruit. On vote ensuite à une grande majorité l'art. 5.

C'est donc fait, les soldats ne voteront plus.

Le président procède au résultat du vote pour le conseil d'Etat. 319 députés ont pris part au scrutin, à majorité absolue est donc de 275 voix.

Sont élus : MM. Silvy, par... 481 voix, de Bellomayre, 298 de Circourt... 277

Vient ensuite avec un nombre de voix insuffisant : MM. Pascal... 274 de Gaillard... 273 Bourgeois... 267 Hérol... 250 Labiche... 240 Lasteyrie... 230

Il faudra donc recommencer demain, puisque trois candidats restent à nommer. Le ballottage devra avoir lieu entre les six candidats qui ont obtenu le plus de voix. M. Hervé s'en trouvera exalté le plus. C'est un échec pour le parti orléaniste.

Aussi les membres du centre droit s'exaltent-ils en récriminations contre la droite qu'ils accusent d'avoir préféré certains noms portés par la gauche à ceux au succès desquels la réunion Saint-Marc Girardin tenait le plus.

On reprend la discussion de la loi militaire. Pas d'observation sur l'article 6. L'article 7 dispose que « nul n'est admis dans les troupes françaises s'il n'est Français ».

M. des Rotours propose d'y ajouter : « Néanmoins, les individus d'origine étrangère, nés en France, peuvent être assujettis à l'obligation du recrutement, alors qu'ils n'ont satisfait pas aux obligations que les lois militaires de leur pays d'origine leur imposent ».

A l'appui de son amendement, M. des Rotours fait un long discours. Il cite l'exemple de la loi belge qui a consacré le principe qu'il soutient.

Le rapporteur, M. de Chasseloup-Laubat, pense qu'avec le système de recrutement instauré par la nouvelle loi, il n'existe aucune bonne raison pour soumettre à l'obligation du service les fils d'étrangers. Au surplus, la question soulevée par M. des Rotours ne peut point se trancher dans un loi sur le recrutement. Elle touche à un des points les plus délicats de notre droit public. Depuis 1815, il est admis que la qualité de Français résulte de la filiation et point du lieu de la naissance.

M. des Rotours n'a pas été convaincu par l'argumentation du rapporteur. Il remonte à la tribune. Je l'y laisse pour aller quêter quelques nouvelles dans les couloirs.

J'apprends que la commission du budget refuse un crédit de 2,800,000 fr. demandé par le ministre de l'Instruction publique pour l'accroissement des établissements scolaires.

La commission pour la conservation de la propriété en Algérie a choisi pour son rapporteur M. Warrier, député d'Alger.

L'élection au conseil d'Etat, de M. Pascal, laisse vacante la préfecture du Rhône. Dans les couloirs on lui donne pour successeur M. Duval, actuellement préfet de la Gironde.

On dit également que M. de Keratry, de plus en plus impossible à Marseille, ne tardera pas à s'écarter de la place. C'est à M. Th. Ferry, soit à M. Limbourg.

Mais voici à la tribune le rapporteur de la loi sur les tarifs. Il vient annoncer que la commission, d'accord avec le gouvernement, a adopté un nouveau

taux pour le drawback des cotons. Le drawback primitivement proposé a été réduit de 27 centimes.

Telle est l'explication donnée par le rapporteur. Il ne paraît pas qu'elle soit lucide pour tout le monde, mais on n'en voit pas moins la nouvelle proposition de la commission.

Le président reprend la lecture de son fameux article 2, dont on voit les autres dispositions sans contestation.

M. Montgolfier propose un article additionnel pour que la passerelle et la fabrication des lacs puissent introduire en franchise les fils n°s 120 et 140 nécessaires à ces deux industries. M. Laurent ne l'entend pas ainsi. Il veut dans la proposition de M. Montgolfier la question des admissions temporaires, si grosse de controverses. « Jamais, dit-il, on n'admettra que les cotons filés puissent bénéficier de l'admission temporaire ».

M. de Meaux vient au secours de M. Montgolfier. M. de Meaux intervient rarement dans les débats économiques, mais cette fois l'industrie des rubans de Saint-Etienne est intéressée dans la question et M. de Meaux est député de la Loire!

L'amendement est rejeté. C'est maintenant le tour de l'amendement de M. Tirard, renvoyé hier à la commission. En voici le texte exact :

« Dans tous les cas, le montant des sommes remboursées ne pourra pas être supérieur au montant des sommes perçues par l'Etat en vertu des tarifs portés à l'article premier ».

On a déjà donné satisfaction à l'esprit de cet amendement; son auteur demande qu'on l'inscrive dans la loi, afin qu'il soit bien établi que les nouveaux droits ont un caractère purement fiscal et point protectionniste.

La commission déclare repousser l'addition proposée par M. Tirard.

On passe au vote et l'Assemblée rejette l'article additionnel.

Un autre amendement, réclamant un drawback en faveur des éponges, fournit à M. Germonieu l'occasion de déclarer que l'éponge est un objet de luxe!

L'Assemblée n'est pas de cet avis. Elle adopte l'article additionnel.

On vote ensuite sur l'ensemble de l'art. 2, qui est adopté à une grande majorité.

Voici maintenant l'amendement de MM. Pouyer-Quertier et Laurent disposant « qu'aucun droit ne sera perçu sur les matières premières nécessaires à l'industrie avant que des droits équivalents n'aient été établis à l'entrée des produits manufacturés ».

Adopté à l'unanimité.

C'est fort bien, mais autant valait dire : la présente loi ne sera appliquée dans la plupart de ses parties qu'aux... esclaves grecs!

Il reste un paragraphe autorisant le gouvernement à rechercher dans les magasins et entrepôts les marchandises soumises aux nouveaux droits. M. Teissère de Bort vient déclarer que cette disposition vise surtout le pétrole, dont il existe des approvisionnements considérables qui échapperaient à l'impôt.

L'argument est de ceux qui portent. Ah! s'il s'agit du pétrole, on va voter.

Mais non. Voici à la tribune M. Joubert, qui ne croit point qu'il s'agisse uniquement du pétrole. On recherchera aussi les autres marchandises : les cotons, les lins, les fils, les tissus, seront également recherchés. C'est une sorte d'exercice général de tout le commerce qu'on propose. Cette disposition est d'ailleurs inacceptable!

Le ministre du commerce réplique. Il rappelle que, pour avoir négligé d'inscrire cette disposition dans la loi sur les sucres, le Trésor a perdu une dizaine de millions.

On va voter.

Mais le président fait observer que l'Assemblée n'étant plus en nombre, il convient de remettre ce vote à demain.

Paris, 7 h. 1/2. — En revenant j'apprends que la commission du budget a entendu aujourd'hui la lecture du rapport sur le ministère des affaires étrangères.

M. Descazes, propose une réduction de 550 mille fr. sur le personnel administratif.

Le bruit court que le duc de Guise, fils du duc d'Anjou, vient de mourir. Depuis plusieurs jours le jeune duc était gravement malade.

On pense que les travaux de l'Assemblée pourront être terminés vers le 4. Le départ aurait lieu au jour fixé par la proposition de M. Martel.

On s'entretenait beaucoup de l'emprunt. Dans les couloirs de l'Assemblée, dans les wagons, partout c'est le thème invariable des conversations des députés. Personne ne doute que son succès ne dépasse toutes les espérances. Les nouvelles qui arrivent des départements, aussi bien que de l'étranger ne laissent place à aucun doute sur le résultat de cette colossale opération. Comment on pourrait-il être autrement? le patriotisme et l'intérêt sont ici d'accord. L'un de ces deux mobiles suit souvent à l'enfant des merveilles, réunis ils doivent faire l'impossible!

On a distribué aujourd'hui le complément du rapport Riant sur les marchés conclus par la commission d'études. C'est l'interrogatoire des membres de ladite commission.

Voici un des passages saillants de la déposition de M. Naquet : « Quand on est mêlé à des événements comme ceux qui se sont déroulés à cette époque, on a toujours peur de ne pas agir assez vite, de compromettre le salut du pays par une inaction prolongée; les questions pécuniaires doivent alors céder le pas aux questions de défense nationale, on ne se trouvait pas dans les conditions où nous nous trouvons aujourd'hui ».

« Dans cette circonstance, nous avons été absolument dupes de purs escrocs; Valentine Billing, Saint-Laurent me paraissent être de simples escrocs, mais ce que je tiens à préciser, c'est que notre commission, si elle a été dupée, s'est trompée de bonne foi et qu'elle n'a voulu que servir le pays ».

Voici maintenant un passage de la déposition de M. Cambetta : « Je n'ai absolument souvenir de m'être occupé de cette affaire, comme de la plupart, du reste, qu'au moment où il s'agissait de signer; je n'ai pas suivi cette affaire, on ne m'en a jamais parlé. Si cela s'était fait pendant que j'étais là et qu'on m'eût soumis un pareil procès-verbal, cela m'aurait suffi; il m'en aurait plus appris que tout ce que vous voulez bien me dire ».

(Autre correspondance.)

Versailles, 23 juillet.

La commission de prorogation a élu comme président M. Martel; c'est un choix tout politique qui n'implique en rien l'adoption du projet du vice-président de l'Assemblée tel qu'il a été présenté, car des membres de la gauche, qui sont d'avis que la rentrée doit être fixée au 4 novembre (c'est, je crois, l'opinion de la majorité de la commission), ont voté pour M. Martel contre M. Saint-Marc Girardin, présenté par la droite; la commission insiste pour que M. Thiers vienne dans son sein donner des explications sur la politique intérieure. Chose curieuse! ce sont surtout MM. Balthé, de Kerdrel, de Broglie, la Rochefoucauld, de Camont, c'est-à-dire les délégués du 21 juin, qui désirent la présence du président. Il semble cependant que M. Thiers, précédemment le 30 juin, a suffisamment déclaré les délégués de la droite sur sa ligne de conduite politique; aussi le président de la république n'est-il pas très-disposé à répondre aux désirs de ces messieurs. Il est probable qu'il laissera M. Dufaure conférer avec la commission.

Il y a eu un duel à Rochefort entre M. Salvat, enseigne de vaisseau, et M. Bin, officier d'administration. M. Salvat a été tué; tout s'est passé très-loyalement.

A Denain les grèves se multiplient et prennent un caractère violent; 300 mineurs ont occupé des fosses à la Compagnie d'Anzin et ont voulu faire arrêter le travail; les troupes ont fait feu, il y a eu deux tués; le gouvernement envoie de nouvelles troupes dans le Nord. Les ouvriers d'Anzin refusent

d'entrer dans la grève, la Compagnie venant d'augmenter leurs salaires il y a quinze jours à peine.

La commission des grâces a eu à examiner le dossier de sept condamnés à mort; quatre ont été exécutés ce matin. L'un, François, l'ancien directeur de la Roquette, a crié : vive la France! à bas la Commune! Les trois autres sont morts sans proférer aucun cri; la commission a soulagé la peine des trois autres en celle des travaux forcés à perpétuité.

Le gouvernement nommera prochainement ses conseillers d'Etat en service extraordinaire; jusqu'à présent les choix ne sont pas définitivement arrêtés, mais je crois savoir qu'il a été dressé par le gouvernement une liste provisoire qui ne subira probablement que quelques modifications. Voici les noms mis en avant : MM. de Bourville, Calmont, Delabre, directeur de la comptabilité au ministère de la marine; Desprez, du ministère des affaires étrangères; Dufray, secrétaire général du ministère des finances; Fournier, du ministère de l'intérieur; Frémont, du ministère des travaux publics; Gaillet, Grimpelle, Hussenot, Ozenne, secrétaire général du ministère du commerce; Roy, Saint-René Taillandier, secrétaire général du ministère de l'instruction publique; Turfaut, chef de division aux cultes.

La commission de prorogation s'est réunie aujourd'hui et a tenu une séance qui a duré trois heures; tous les commissaires ont pris tour à tour la parole et le débat s'est ouvert non pas sur la proposition de M. Martel, mais sur la question de savoir si M. Thiers se rendrait à la commission, afin de donner des explications sur sa politique; les membres de la droite ont été d'avis que M. Thiers devait donner à la commission son interprétation sur le pacte de Bordeaux, parce qu'ils trouvaient que ses dernières déclarations étaient en contradiction avec le programme politique qu'il avait tracé, en février, lors de la réunion de l'Assemblée. Quelques membres de la droite avaient opposé au Journal officiel et les discours que M. Thiers avait prononcés à Bordeaux, ils les ont commentés et ont essayé de prouver les contradictions qui existaient entre les discours de Versailles et ceux de Bordeaux, puis ils ont parlé de leur démarche du 20 juin, ont protesté de la pureté de leurs intentions et ont ajouté que s'ils avaient fait cette démarche, c'était dans le but d'éviter des interruptions publiques qui sont toujours fâcheuses; la gauche a combattu la proposition des membres de la droite; elle pense que les explications de M. Thiers sont inutiles, parce qu'elles sont prévues par la loi.

Enfin, la commission, par 10 voix contre 5, a décidé que le président de la commission, M. Martel, serait chargé de se rendre auprès du président de la république pour le prier de se rendre dans la commission.

A la fin de la séance M. Thiers a prié M. Martel de venir ce soir à la préfecture pour s'entretenir avec lui.

Demain la commission se réunira, et M. Martel apportera la réponse de M. Thiers.

Le duc de Guise était hier dans un état désespéré des suites d'une scarlatine; il était inscrit pour passer son baccalauréat de sciences.

(Correspond. particulière de l'INDÉPENDANCE.)

Marseille, 23 juillet.

M. de Keratry n'est pas content. Aumenté ou diminué, il se disposait à assister à la deuxième représentation de *Rabagas*, une dédicace faite de Versailles, cinq heures du soir, l'invitant à suspendre jusqu'à nouvel ordre l'apologie de M. Sardou.

Immédiatement le directeur du Gymnase fut prévenu, et à 7 heures du soir, une bande manuscrite apposée sur les affiches annonçant *Reda*, cette sage mesure, provoquée par les justes réclamations de la municipalité, a produit le meilleur effet, et tous les gens raisonnables ont approuvé l'interdiction signifiée par M. le ministre de l'intérieur.

Le général n'est pas plus content que le préfet de la défense venue de Versailles. Il avait, lui aussi, donné des ordres pour recommencer les exécutions sommaires de la veille et il en a été pour sa peine.

Reste à savoir ce que M. de Keratry et M. Esprit vont faire; après le désaveu du ministre de l'intérieur, ils n'ont plus qu'à donner leur démission, mais ils ne nous ont pas habitués à tant de désintéressement et il est probable qu'ils ne quitteront pas la place de leur plein gré.

La séance de représentation avait eu lieu, on avait un certain nombre de violences et des troubles à déplorer. Plus de cinq cents ouvriers des forges et charrniers de Montpenit étaient descendus en rang, quatre par quatre, en sifflant. Ils ont traversé la rue de Rome, et ils allaient prendre leurs places au théâtre, lorsqu'ils ont trouvé portes closes.

Par décret du président de la république française, en date du 23 juillet 1873, ont été nommés : Avocat général près la cour d'appel de Paris, M. Chevrier, substitut du procureur général près la même cour, en remplacement de M. Aubepin, qui a été nommé président.

Substitut du procureur général près la cour d'appel de Paris, M. Oufroy de Breuille, substitut du procureur de la république près le tribunal de première instance de la Seine, en remplacement de M. Seigne, nommé avocat général.

Substitut du procureur de la république près le tribunal de première instance de la Seine, M. Bruguier, substitut du procureur de la république près le tribunal de première instance de la Seine, en remplacement de M. Oufroy de Breuille, nommé substitut du procureur général.

Par décret, en date du 24 juillet 1873, rendu sur la proposition du ministre de l'instruction publique et des cultes, M. Gaston Paris a été nommé professeur de la langue et de la littérature française au collège de France, en remplacement de M. Paulin Paris, admis à la retraite.

Substitut du procureur de la république près le tribunal de première instance de la Seine, M. Bruguier, substitut du procureur de la république près le tribunal de première instance de la Seine, en remplacement de M. Oufroy de Breuille, nommé substitut du procureur général.

Par décret, en date du 24 juillet 1873, rendu sur la proposition du ministre de l'instruction publique et des cultes, M. Gaston Paris a été nommé professeur de la langue et de la littérature française au collège de France, en remplacement de M. Paulin Paris, admis à la retraite.

Substitut du procureur de la république près le tribunal de première instance de la Seine, M. Bruguier, substitut du procureur de la république près le tribunal de première instance de la Seine, en remplacement de M. Oufroy de Breuille, nommé substitut du procureur général.

Par décret, en date du 24 juillet 1873, rendu sur la proposition du ministre de l'instruction publique et des cultes, M. Gaston Paris a été nommé professeur de la langue et de la littérature française au collège de France, en remplacement de M. Paulin Paris, admis à la retraite.

Substitut du procureur de la république près le tribunal de première instance de la Seine, M. Bruguier, substitut du procureur de la république près le tribunal de première instance de la Seine, en remplacement de M. Oufroy de Breuille, nommé substitut du procureur général.

Par décret, en date du 24 juillet 1873, rendu sur la proposition du ministre de l'instruction publique et des cultes, M. Gaston Paris a été nommé professeur de la langue et de la littérature française au collège de France, en remplacement de M. Paulin Paris, admis à la retraite.

Substitut du procureur de la république près le tribunal de première instance de la Seine, M. Bruguier, substitut du procureur de la république près le tribunal de première instance de la Seine, en remplacement de M. Oufroy de Breuille, nommé substitut du procureur général.

Par décret, en date du 24 juillet 1873, rendu sur la proposition du ministre de l'instruction publique et des cultes, M. Gaston Paris a été nommé professeur de la langue et de la littérature française au collège de France, en remplacement de M. Paulin Paris, admis à la retraite.

Substitut du procureur de la république près le tribunal de première instance de la Seine, M. Bruguier, substitut du procureur de la république près le tribunal de première instance de la Seine, en remplacement de M. Oufroy de Breuille, nommé substitut du procureur général.

Par décret, en date du 24 juillet 1873, rendu sur la proposition du ministre de l'instruction publique et des cultes, M. Gaston Paris a été nommé professeur de la langue et de la littérature française au collège de France, en remplacement de M. Paulin Paris, admis à la retraite.

Substitut du procureur de la république près le tribunal de première instance de la Seine, M. Bruguier, substitut du procureur de la république près le tribunal de première instance de la Seine, en remplacement de M. Oufroy de Breuille, nommé substitut du procureur général.

Par décret, en date du 24 juillet 1873, rendu sur la proposition du ministre de l'instruction publique et des cultes, M. Gaston Paris a été nommé professeur de la langue et de la littérature française au collège de France, en remplacement de M. Paulin Paris, admis à la retraite.

Substitut du procureur de la république près le tribunal de première instance de la Seine, M. Bruguier, substitut du procureur de la république près le tribunal de première instance de la Seine, en remplacement de M. Oufroy de Breuille, nommé substitut du procureur général.

Par décret, en date du 24 juillet 1873, rendu sur la proposition du ministre de l'instruction publique et des cultes, M. Gaston Paris a été nommé professeur de la langue et de la littérature française au collège de France, en remplacement de M. Paulin Paris, admis à la retraite.

Substitut du procureur de la république près le tribunal de première instance de la Seine, M. Bruguier, substitut du procureur de la république près le tribunal de première instance de la Seine, en remplacement de M. Oufroy de Breuille, nommé substitut du procureur général.

Par décret, en date du 24 juillet 1873, rendu sur la proposition du ministre de l'instruction publique et des cultes, M. Gaston Paris a été nommé professeur de la langue et de la littérature française au collège de France, en remplacement de M. Paulin Paris, admis à la retraite.

Substitut du procureur de la république près le tribunal de première instance de la Seine, M. Bruguier, substitut du procureur de la république près le tribunal de première instance de la Seine, en remplacement de M. Oufroy de Breuille, nommé substitut du procureur général.

Par décret, en date du 24 juillet 1873, rendu sur la proposition du ministre de l'instruction publique et des cultes, M. Gaston Paris a été nommé professeur de la langue et de la littérature française au collège de France, en remplacement de M. Paulin Paris, admis à la retraite.

Substitut du procureur de la république près le tribunal de première instance de la Seine, M. Bruguier, substitut du procureur de la république près le tribunal de première instance de la Seine, en remplacement de M. Oufroy de Breuille, nommé substitut du procureur général.

Par décret, en date du 24 juillet 1873, rendu sur la proposition du ministre de l'instruction publique et des cultes, M. Gaston Paris a été nommé professeur de la langue et de la littérature française au collège de France, en remplacement de M. Paulin Paris, admis à la retraite.

VERSAILLES, vendredi, 26 juillet. L'Assemblée nationale a repris la troisième délibération de la loi militaire, elle a adopté les articles jusqu'à l'article 43.

Angleterre. LONDRES, jeudi, 25 juillet. Chambre des Communes. — La discussion de l'affaire du juge Keogh a commencé. M. Butt attaque sévèrement le jugement violent et injuste par lequel le juge Keogh a attaqué les prêtres et les évêques catholiques irlandais, à l'occasion des élections de Galway. La discussion continue.

LONDRES, vendredi, 26 juillet. Le Daily News publie une dépêche de Rome, en date d'hier, disant que le Pape aurait instruit les évêques anglais et irlandais de protester par des lettres pastorales contre la résolution de poursuivre des prêtres.

LONDRES, vendredi, 26 juillet. Chambre des Communes. — Le procureur général défend M. Keogh, qui n'a fait que son devoir. Après une longue discussion, le débat est ajourné à lundi.

LONDRES, vendredi, 26 juillet. Le bilan hebdomadaire de la Banque d'Angleterre constate les résultats suivants : Augmentation : sur la réserve totale (billets et numéraire), 479,850 liv. st.; sur le numéraire, 473,875 liv. st.; sur les effets escomptés, 881,221 liv. st.; sur les comptes particuliers, 826,090 liv. st.; sur les comptes du trésor, 546,828 liv. st.; sur les billets en réserve, 524,675 liv. st.; Diminution : sur les billets en circulation, 3,975 liv. st.

Europe centrale. GENÈVE, jeudi, 25 juillet. Il n'y a rien de nouveau sur la question de l'Alabama. La séance a duré trois heures. Le tribunal s'est ajourné à lundi.

Pays du Nord. COPENHAGUE, jeudi, 25 juillet. Le décret du 1^{er} mai 1868 sur le choléra est mis en vigueur pour les vaisseaux arrivant de St-Petersbourg et de Cronstadt.

NEW-YORK, jeudi, 25 juillet. Agio sur l'or, cours de clôture, 114 3/8; plus haut prix, 114 5/8; plus bas, 114 3/8; change en or sur Londres, 109 1/2.

id. sur Paris, 520 0/0; 5/20 bons américains (1885), 116 1/4; 5 p. c. (1871), 113 3/4; actions du chemin de fer Illinois, 133; id. Erie, 52 0/0; Chicago, 00 0/0; Central Pacific, 102 1/4; Union Pacific, 00 0/0; coton, 22 0/0.

HAYANE, jeudi, 25 juillet. Des avis de Mexico annoncent que Irévinos essaie une conciliation avec Juárez. Les négociateurs sont arrivés à Mexico. Des nouvelles du Nord disent que tout y est favorable au gouvernement.

Bulletin des bourses. PARIS, 26 juillet. — Emprunt 1871, 84 95 0/0. — Rente 3 p. c., 54 00 0/0. — Crédit mobilier français, 435 00. — Crédit mobilier espagnol, 490 00. — 3 p. c. Italien, 67 90 0/0. — Cursus 5 p. c. 1865, 52 00. — Société Générale, 580 00. — Ch. autrichien, 765 00. — Ottomans nouv., 312 00. — Ch. de fer lombards, 477 00. — Id. hongrois, 390 00. — Id. Luxembourgeois, 400 00. — Nord d'Espagne, 192 1/2. — Espagnol 1865 1/4. — Id. nouv., 29 00. — 5/20 Bons américains 1882, 104 1/16. — Égyptiens, 00 00. — Morgan 500 00. — Lots de Paris, 243 00. — Prime sur l'or, 0 00. — Change sur Londres, 25 45 00. — Id. sur Amsterdam, 000 00. — Id. sur Hambourg, 000 00. — Id. sur Anvers, 00 prime. — Banque franco-hollandaise, 00 00. — Prime, 1 47; résultats, 1 07.

AMSTERDAM, 26 juillet. — Aut. rente pap. mai, 57 9/16. — Id. argent, janv., 63 11/16. — Lots autr. (1860), 565 00. — Id. (1864), 154 1/2. — Lots hongr. (1870), 000 00. — Consolidés turcs (1865), 54 1/4. — 5/20 Bons américains (1882), 97 7/8. — Espagne ind. 25 9/16. — Id. extér. (1868), 29 9/16. — Id. différée 00 00. — Pays-Bas, 2 1/2. — 5 p. c. Mexic. 00 00. — Changes : Londres, 12 10 1/2. — Paris, 00 00. — Francfort, 000 00. — Hamb., 00 00. — Pérou, 75 9/16. — Ottomans, 149 5/8. — Portugal, 138 1/2. — Banque hollandaise, 000 00 à 000 00. — Futur emprunt, 78 1/4.

AMSTERDAM, 26 juillet. — France disponible, facile; seigle, oct., 178 50; huile de colza disp., 41 1/2; dito août, 40 1/2; dito 1^{er} oct., 40 1/2; dito 1^{er} nov., 40 1/2; dito 1^{er} déc., 40 1/2; dito 1^{er} janv., 40 1/2; dito 1^{er} fév., 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er} juillet, 40 1/2; dito 1^{er} août, 40 1/2; dito 1^{er} septembre, 40 1/2; dito 1^{er} octobre, 40 1/2; dito 1^{er} novembre, 40 1/2; dito 1^{er} décembre, 40 1/2; dito 1^{er} janvier, 40 1/2; dito 1^{er} février, 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er} juillet, 40 1/2; dito 1^{er} août, 40 1/2; dito 1^{er} septembre, 40 1/2; dito 1^{er} octobre, 40 1/2; dito 1^{er} novembre, 40 1/2; dito 1^{er} décembre, 40 1/2; dito 1^{er} janvier, 40 1/2; dito 1^{er} février, 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er} juillet, 40 1/2; dito 1^{er} août, 40 1/2; dito 1^{er} septembre, 40 1/2; dito 1^{er} octobre, 40 1/2; dito 1^{er} novembre, 40 1/2; dito 1^{er} décembre, 40 1/2; dito 1^{er} janvier, 40 1/2; dito 1^{er} février, 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er} juillet, 40 1/2; dito 1^{er} août, 40 1/2; dito 1^{er} septembre, 40 1/2; dito 1^{er} octobre, 40 1/2; dito 1^{er} novembre, 40 1/2; dito 1^{er} décembre, 40 1/2; dito 1^{er} janvier, 40 1/2; dito 1^{er} février, 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er} juillet, 40 1/2; dito 1^{er} août, 40 1/2; dito 1^{er} septembre, 40 1/2; dito 1^{er} octobre, 40 1/2; dito 1^{er} novembre, 40 1/2; dito 1^{er} décembre, 40 1/2; dito 1^{er} janvier, 40 1/2; dito 1^{er} février, 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er} juillet, 40 1/2; dito 1^{er} août, 40 1/2; dito 1^{er} septembre, 40 1/2; dito 1^{er} octobre, 40 1/2; dito 1^{er} novembre, 40 1/2; dito 1^{er} décembre, 40 1/2; dito 1^{er} janvier, 40 1/2; dito 1^{er} février, 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er} juillet, 40 1/2; dito 1^{er} août, 40 1/2; dito 1^{er} septembre, 40 1/2; dito 1^{er} octobre, 40 1/2; dito 1^{er} novembre, 40 1/2; dito 1^{er} décembre, 40 1/2; dito 1^{er} janvier, 40 1/2; dito 1^{er} février, 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er} juillet, 40 1/2; dito 1^{er} août, 40 1/2; dito 1^{er} septembre, 40 1/2; dito 1^{er} octobre, 40 1/2; dito 1^{er} novembre, 40 1/2; dito 1^{er} décembre, 40 1/2; dito 1^{er} janvier, 40 1/2; dito 1^{er} février, 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er} juillet, 40 1/2; dito 1^{er} août, 40 1/2; dito 1^{er} septembre, 40 1/2; dito 1^{er} octobre, 40 1/2; dito 1^{er} novembre, 40 1/2; dito 1^{er} décembre, 40 1/2; dito 1^{er} janvier, 40 1/2; dito 1^{er} février, 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er} juillet, 40 1/2; dito 1^{er} août, 40 1/2; dito 1^{er} septembre, 40 1/2; dito 1^{er} octobre, 40 1/2; dito 1^{er} novembre, 40 1/2; dito 1^{er} décembre, 40 1/2; dito 1^{er} janvier, 40 1/2; dito 1^{er} février, 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er} juillet, 40 1/2; dito 1^{er} août, 40 1/2; dito 1^{er} septembre, 40 1/2; dito 1^{er} octobre, 40 1/2; dito 1^{er} novembre, 40 1/2; dito 1^{er} décembre, 40 1/2; dito 1^{er} janvier, 40 1/2; dito 1^{er} février, 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er} juillet, 40 1/2; dito 1^{er} août, 40 1/2; dito 1^{er} septembre, 40 1/2; dito 1^{er} octobre, 40 1/2; dito 1^{er} novembre, 40 1/2; dito 1^{er} décembre, 40 1/2; dito 1^{er} janvier, 40 1/2; dito 1^{er} février, 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er} juillet, 40 1/2; dito 1^{er} août, 40 1/2; dito 1^{er} septembre, 40 1/2; dito 1^{er} octobre, 40 1/2; dito 1^{er} novembre, 40 1/2; dito 1^{er} décembre, 40 1/2; dito 1^{er} janvier, 40 1/2; dito 1^{er} février, 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er} juillet, 40 1/2; dito 1^{er} août, 40 1/2; dito 1^{er} septembre, 40 1/2; dito 1^{er} octobre, 40 1/2; dito 1^{er} novembre, 40 1/2; dito 1^{er} décembre, 40 1/2; dito 1^{er} janvier, 40 1/2; dito 1^{er} février, 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er} juillet, 40 1/2; dito 1^{er} août, 40 1/2; dito 1^{er} septembre, 40 1/2; dito 1^{er} octobre, 40 1/2; dito 1^{er} novembre, 40 1/2; dito 1^{er} décembre, 40 1/2; dito 1^{er} janvier, 40 1/2; dito 1^{er} février, 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er} juillet, 40 1/2; dito 1^{er} août, 40 1/2; dito 1^{er} septembre, 40 1/2; dito 1^{er} octobre, 40 1/2; dito 1^{er} novembre, 40 1/2; dito 1^{er} décembre, 40 1/2; dito 1^{er} janvier, 40 1/2; dito 1^{er} février, 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er} juillet, 40 1/2; dito 1^{er} août, 40 1/2; dito 1^{er} septembre, 40 1/2; dito 1^{er} octobre, 40 1/2; dito 1^{er} novembre, 40 1/2; dito 1^{er} décembre, 40 1/2; dito 1^{er} janvier, 40 1/2; dito 1^{er} février, 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er} juillet, 40 1/2; dito 1^{er} août, 40 1/2; dito 1^{er} septembre, 40 1/2; dito 1^{er} octobre, 40 1/2; dito 1^{er} novembre, 40 1/2; dito 1^{er} décembre, 40 1/2; dito 1^{er} janvier, 40 1/2; dito 1^{er} février, 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er} juillet, 40 1/2; dito 1^{er} août, 40 1/2; dito 1^{er} septembre, 40 1/2; dito 1^{er} octobre, 40 1/2; dito 1^{er} novembre, 40 1/2; dito 1^{er} décembre, 40 1/2; dito 1^{er} janvier, 40 1/2; dito 1^{er} février, 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er} juillet, 40 1/2; dito 1^{er} août, 40 1/2; dito 1^{er} septembre, 40 1/2; dito 1^{er} octobre, 40 1/2; dito 1^{er} novembre, 40 1/2; dito 1^{er} décembre, 40 1/2; dito 1^{er} janvier, 40 1/2; dito 1^{er} février, 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er} juillet, 40 1/2; dito 1^{er} août, 40 1/2; dito 1^{er} septembre, 40 1/2; dito 1^{er} octobre, 40 1/2; dito 1^{er} novembre, 40 1/2; dito 1^{er} décembre, 40 1/2; dito 1^{er} janvier, 40 1/2; dito 1^{er} février, 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er} juillet, 40 1/2; dito 1^{er} août, 40 1/2; dito 1^{er} septembre, 40 1/2; dito 1^{er} octobre, 40 1/2; dito 1^{er} novembre, 40 1/2; dito 1^{er} décembre, 40 1/2; dito 1^{er} janvier, 40 1/2; dito 1^{er} février, 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er} juillet, 40 1/2; dito 1^{er} août, 40 1/2; dito 1^{er} septembre, 40 1/2; dito 1^{er} octobre, 40 1/2; dito 1^{er} novembre, 40 1/2; dito 1^{er} décembre, 40 1/2; dito 1^{er} janvier, 40 1/2; dito 1^{er} février, 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er} juillet, 40 1/2; dito 1^{er} août, 40 1/2; dito 1^{er} septembre, 40 1/2; dito 1^{er} octobre, 40 1/2; dito 1^{er} novembre, 40 1/2; dito 1^{er} décembre, 40 1/2; dito 1^{er} janvier, 40 1/2; dito 1^{er} février, 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er} juillet, 40 1/2; dito 1^{er} août, 40 1/2; dito 1^{er} septembre, 40 1/2; dito 1^{er} octobre, 40 1/2; dito 1^{er} novembre, 40 1/2; dito 1^{er} décembre, 40 1/2; dito 1^{er} janvier, 40 1/2; dito 1^{er} février, 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er} juillet, 40 1/2; dito 1^{er} août, 40 1/2; dito 1^{er} septembre, 40 1/2; dito 1^{er} octobre, 40 1/2; dito 1^{er} novembre, 40 1/2; dito 1^{er} décembre, 40 1/2; dito 1^{er} janvier, 40 1/2; dito 1^{er} février, 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er} juillet, 40 1/2; dito 1^{er} août, 40 1/2; dito 1^{er} septembre, 40 1/2; dito 1^{er} octobre, 40 1/2; dito 1^{er} novembre, 40 1/2; dito 1^{er} décembre, 40 1/2; dito 1^{er} janvier, 40 1/2; dito 1^{er} février, 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er} juillet, 40 1/2; dito 1^{er} août, 40 1/2; dito 1^{er} septembre, 40 1/2; dito 1^{er} octobre, 40 1/2; dito 1^{er} novembre, 40 1/2; dito 1^{er} décembre, 40 1/2; dito 1^{er} janvier, 40 1/2; dito 1^{er} février, 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er} juillet, 40 1/2; dito 1^{er} août, 40 1/2; dito 1^{er} septembre, 40 1/2; dito 1^{er} octobre, 40 1/2; dito 1^{er} novembre, 40 1/2; dito 1^{er} décembre, 40 1/2; dito 1^{er} janvier, 40 1/2; dito 1^{er} février, 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er} juillet, 40 1/2; dito 1^{er} août, 40 1/2; dito 1^{er} septembre, 40 1/2; dito 1^{er} octobre, 40 1/2; dito 1^{er} novembre, 40 1/2; dito 1^{er} décembre, 40 1/2; dito 1^{er} janvier, 40 1/2; dito 1^{er} février, 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er} juillet, 40 1/2; dito 1^{er} août, 40 1/2; dito 1^{er} septembre, 40 1/2; dito 1^{er} octobre, 40 1/2; dito 1^{er} novembre, 40 1/2; dito 1^{er} décembre, 40 1/2; dito 1^{er} janvier, 40 1/2; dito 1^{er} février, 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er} juillet, 40 1/2; dito 1^{er} août, 40 1/2; dito 1^{er} septembre, 40 1/2; dito 1^{er} octobre, 40 1/2; dito 1^{er} novembre, 40 1/2; dito 1^{er} décembre, 40 1/2; dito 1^{er} janvier, 40 1/2; dito 1^{er} février, 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er} juillet, 40 1/2; dito 1^{er} août, 40 1/2; dito 1^{er} septembre, 40 1/2; dito 1^{er} octobre, 40 1/2; dito 1^{er} novembre, 40 1/2; dito 1^{er} décembre, 40 1/2; dito 1^{er} janvier, 40 1/2; dito 1^{er} février, 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er} juillet, 40 1/2; dito 1^{er} août, 40 1/2; dito 1^{er} septembre, 40 1/2; dito 1^{er} octobre, 40 1/2; dito 1^{er} novembre, 40 1/2; dito 1^{er} décembre, 40 1/2; dito 1^{er} janvier, 40 1/2; dito 1^{er} février, 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er} juillet, 40 1/2; dito 1^{er} août, 40 1/2; dito 1^{er} septembre, 40 1/2; dito 1^{er} octobre, 40 1/2; dito 1^{er} novembre, 40 1/2; dito 1^{er} décembre, 40 1/2; dito 1^{er} janvier, 40 1/2; dito 1^{er} février, 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er} juillet, 40 1/2; dito 1^{er} août, 40 1/2; dito 1^{er} septembre, 40 1/2; dito 1^{er} octobre, 40 1/2; dito 1^{er} novembre, 40 1/2; dito 1^{er} décembre, 40 1/2; dito 1^{er} janvier, 40 1/2; dito 1^{er} février, 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er} juillet, 40 1/2; dito 1^{er} août, 40 1/2; dito 1^{er} septembre, 40 1/2; dito 1^{er} octobre, 40 1/2; dito 1^{er} novembre, 40 1/2; dito 1^{er} décembre, 40 1/2; dito 1^{er} janvier, 40 1/2; dito 1^{er} février, 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er} juillet, 40 1/2; dito 1^{er} août, 40 1/2; dito 1^{er} septembre, 40 1/2; dito 1^{er} octobre, 40 1/2; dito 1^{er} novembre, 40 1/2; dito 1^{er} décembre, 40 1/2; dito 1^{er} janvier, 40 1/2; dito 1^{er} février, 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er} juillet, 40 1/2; dito 1^{er} août, 40 1/2; dito 1^{er} septembre, 40 1/2; dito 1^{er} octobre, 40 1/2; dito 1^{er} novembre, 40 1/2; dito 1^{er} décembre, 40 1/2; dito 1^{er} janvier, 40 1/2; dito 1^{er} février, 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er} juillet, 40 1/2; dito 1^{er} août, 40 1/2; dito 1^{er} septembre, 40 1/2; dito 1^{er} octobre, 40 1/2; dito 1^{er} novembre, 40 1/2; dito 1^{er} décembre, 40 1/2; dito 1^{er} janvier, 40 1/2; dito 1^{er} février, 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er} juillet, 40 1/2; dito 1^{er} août, 40 1/2; dito 1^{er} septembre, 40 1/2; dito 1^{er} octobre, 40 1/2; dito 1^{er} novembre, 40 1/2; dito 1^{er} décembre, 40 1/2; dito 1^{er} janvier, 40 1/2; dito 1^{er} février, 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er} juillet, 40 1/2; dito 1^{er} août, 40 1/2; dito 1^{er} septembre, 40 1/2; dito 1^{er} octobre, 40 1/2; dito 1^{er} novembre, 40 1/2; dito 1^{er} décembre, 40 1/2; dito 1^{er} janvier, 40 1/2; dito 1^{er} février, 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er} juillet, 40 1/2; dito 1^{er} août, 40 1/2; dito 1^{er} septembre, 40 1/2; dito 1^{er} octobre, 40 1/2; dito 1^{er} novembre, 40 1/2; dito 1^{er} décembre, 40 1/2; dito 1^{er} janvier, 40 1/2; dito 1^{er} février, 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er} juillet, 40 1/2; dito 1^{er} août, 40 1/2; dito 1^{er} septembre, 40 1/2; dito 1^{er} octobre, 40 1/2; dito 1^{er} novembre, 40 1/2; dito 1^{er} décembre, 40 1/2; dito 1^{er} janvier, 40 1/2; dito 1^{er} février, 40 1/2; dito 1^{er} mars, 40 1/2; dito 1^{er} avril, 40 1/2; dito 1^{er} mai, 40 1/2; dito 1^{er} juin, 40 1/2; dito 1^{er}